

Distr.
LIMITÉET/I.1139
17 juin 1968

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
Point 13 de l'ordre du jourPROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE
CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE
POUR LA PERIODE DU 1er JUILLET 1967 AU JUIN 1968Document de travail établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	2 - 14
Examen du rapport annuel	2 - 5
Examen de pétitions	6 - 14
DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	/à ajouter/

INTRODUCTION

1. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution 70 (1949) que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415ème séance, le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, désigné comme zone stratégique.

PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Examen du rapport annuel

2. Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1967 a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 17 mai 1968 par une note du Secrétaire général (T/1680) et inscrit à l'ordre du jour de la trente-cinquième session du Conseil.
3. L'examen du rapport a commencé à la 1325ème séance, le 27 mai 1968, par une déclaration liminaire du représentant spécial de l'Autorité administrante, M. William R. Norwood, Haut Commissaire du Territoire sous tutelle. M. Isaac Lanwi et M. Jacob Sawaichi, membres du Congrès de Micronésie, qui exerçaient les fonctions de conseiller de la délégation des Etats-Unis, ont fait également des déclarations sur le développement général du Territoire sous tutelle.
4. De la 1326ème à la 1328ème séance, les membres du Conseil ont posé des questions au représentant spécial et à MM. Lanwi et Sawaichi. A sa 1329ème séance, le Conseil a entamé une discussion générale sur la situation dans le Territoire sous tutelle, qui s'est poursuivie à la 1330ème séance et s'est achevée à la 1332ème séance. A la 1333ème séance, le Conseil a nommé un Comité de rédaction, composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et chargé de rédiger la partie du rapport au Conseil de sécurité qui traite de la situation dans le Territoire sous tutelle.
5. A la séance, le Conseil a examiné le rapport du Comité de rédaction (T/L.1138) [à compléter ultérieurement].

/...

Examen de pétitions

6. Quatre communications ont été distribuées conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil : a) une communication (T/COM.10/L.7) transmettant la résolution No 26 du Sénat, adoptée par le Congrès de la Micronésie à sa troisième session ordinaire, qui demandait aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de mettre à la disposition du Territoire les fonds et l'assistance technique que les Etats Membres peuvent fournir aux pays insuffisamment développés; b) une communication (T/COM.10/L.8) transmettant une résolution adoptée le 14 avril 1967 par la législature des îles Palaos, concernant les demandes d'indemnité pour dommages de guerre; c) une communication (T/COM.10/L.9) transmettant la résolution No 19-8-67 adoptée par la dix-neuvième législature de Saipan, qui priait le Haut Commissaire du Territoire sous tutelle de mettre un psychiatre exercé à la disposition de la municipalité de Saipan; et d) une communication (T/COM.10/L.10) émanant de M. Ibedul Ngoriyakl et de neuf autres personnes, concernant la propriété des îles rocheuses situées dans les limites géographiques de la municipalité de Koror.

7. Une pétition anonyme (T/PET.10/L.12) a été distribuée conformément au paragraphe 2 de l'article 85; elle contenait une protestation contre l'utilisation prétendument faite de Kwajelein comme base d'essais pour missiles et traitait des conditions de vie de la population d'Ebeye.

8. Cinq pétitions ont été distribuées conformément au paragraphe 1 de l'article 85. La première de ces pétitions (T/PET.10/39), émanant des habitants des municipalités de Ngardmau et de Ngaremlengui, demandait la restitution aux autorités municipales des terres où l'on extrait de la bauxite ainsi que de l'ensemble des terres relevant du domaine public qui se trouvent dans les limites municipales. Les observations de l'Autorité administrante au sujet de cette pétition ont été distribuées sous la cote T/OBS.10/14. La deuxième pétition (T/PET.10/40), émanant de M. Todd Jenkins, concernait le désir de l'ancienne population de l'atoll de Bikini, qui vit actuellement sur l'île de Kili, de revenir sur son atoll d'origine. Les observations de l'Autorité administrante au sujet de cette pétition ont été distribuées sous la cote T/OBS.10/11. La troisième pétition (T/PET.10/41), émanant de M. Aloysius Piniy, concernait la libre entrée aux Etats-Unis des citoyens du Territoire sous tutelle. Les observations de l'Autorité administrante au sujet de cette pétition ont été distribués sous la cote T/OBS.10/12.

La quatrième pétition (T/PET.10/42), émanant de M. Alee Jacob Alik, concernait la situation des anciens résidents de l'atoll d'Eniwetok, qui vivent actuellement sur l'atoll d'Ujlang. Les observations de l'Autorité administrante au sujet de cette pétition ont été distribuées sous la cote T/OBS.10/13. La cinquième pétition (T/PET.10/43), émanant de la législature du district des Palaos, priait le Conseil de tutelle de demander à l'Autorité administrante de restituer les terres du domaine public à leurs propriétaires primitifs.

9. A ses 1330ème et 1331ème séances, le 4 juin 1968, le Conseil a examiné ces communications et pétitions. Le Conseil a groupé pour les examiner les communications contenues dans les documents T/COM.10/L.8 et T/COM.10/L.10 et les deux pétitions contenues dans les documents T/PET.10/39 et T/PET.10/43. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, de l'avis de sa délégation, il était très regrettable que la question des réclamations pour dommages de guerre et la question des litiges fonciers n'aient pas encore été réglées, car elles posaient des problèmes graves qui entravaient le développement économique du Territoire. Le Conseil, a-t-il dit, avait le devoir de demander à l'Autorité administrante de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour restituer aux propriétaires légitimes les terres litigieuses et de verser des indemnités au titre des dommages de guerre et des dommages subis après l'occupation qui a suivi la deuxième guerre mondiale. On avait indiqué que des pourparlers étaient en cours en vue de régler ces questions, mais il fallait espérer que l'Autorité administrante passerait aux actes le plus tôt possible.

10. Le Conseil a décidé, sans objection, de prendre acte de ces communications et pétitions ainsi que des observations formulées par l'Autorité administrante (T/OBS.10/14) et d'appeler l'attention des pétitionnaires sur les délibérations et décisions du Conseil.

11. Le Conseil a ensuite examiné les deux pétitions contenues dans les documents T/PET.10/40 et T/PET.10/42. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, rappelant qu'au cours du débat général il avait déjà exposé la position de sa délégation sur la question qui faisait l'objet de ces deux pétitions, a fait remarquer que le représentant de l'Autorité administrante avait, dans ses observations, reconnu en substance la condition pénible faite à la population du district des îles Marshall. Il espérait que l'Autorité administrante prendrait toutes les mesures nécessaires pour remédier à la situation décrite dans les deux pétitions.

/...

12. Le Conseil a décidé, sans objection, de prendre acte de ces pétitions et des observations formulées par l'Autorité administrante (T/OBS.10/11 et T/OBS.10/13) et d'appeler l'attention des pétitionnaires sur les délibérations et décisions du Conseil.

13. Le Conseil a ensuite examiné les autres communications et pétitions, contenues dans les documents T/COM.10/L.7 et T/COM.10/L.9; T/PET.10/L.12; et T/PET.10/41. S'agissant de la pétition contenue dans le document T/PET.10/L.12, le Représentant spécial a reconnu qu'à Ebéyé les normes de développement devraient être plus élevées et que, comme l'avait constaté la Mission de visite en 1967, la tâche qui restait à accomplir était considérable. Toutefois, l'Autorité administrante avait pris des mesures en faveur du développement communautaire à Ebéyé et dans l'île voisine de Carlson, où quelques habitants d'Ebéyé s'étaient déjà installés. L'Autorité administrante espérait que le développement de Carlson pourrait se faire d'une manière ordonnée et qu'il s'avérerait possible d'y développer certaines cultures en vue d'approvisionner le marché d'Ebéyé et d'assurer l'alimentation de la population. L'Autorité administrante s'était vue obligée de prendre, contre son gré, des mesures destinées à arrêter toute nouvelle migration vers Ebéyé, où la densité trop élevée de la population posait des problèmes. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé qu'il avait exposé au cours du débat général la position de sa délégation sur la question traitée dans le document T/PET.10/L.12. Se référant à la communication contenue dans le document T/COM.10/L.7, le représentant de l'Union soviétique a dit que ce document montrait que l'assistance fournie par l'Autorité administrante était insuffisante et qu'elle devait être augmentée. Le représentant de l'Autorité administrante a dit que le montant que représentait l'assistance financière et technique fournie par son pays au Territoire augmentait régulièrement.

14. Le Conseil de tutelle a décidé, sans objection, de prendre acte de ces communications et pétitions ainsi que des observations formulées par l'Autorité administrante (T/OBS.10/12) et d'appeler l'attention des pétitionnaires sur les délibérations et décisions du Conseil de tutelle.

DEUXIEME PARTIE - SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

[Cette partie contiendra le rapport sur la situation dans le Territoire sous tutelle qui a été adopté par le Conseil de tutelle à sa trente-cinquième session].
